



Conseil économique et social

Distr. générale
10 novembre 2004
Français
Original: anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2005
5-18 janvier 2005

**Rapports quadriennaux pour la période 1999-2002
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social**

Note du Secrétaire général

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| 1. Armenian Assembly of America | 2 |
| 2. Center for International Earth Science Information Network | 3 |
| 3. Life for Relief and Development | 4 |
| 4. Association panaméricaine-panafricaine | 6 |
| 5. Parti radical transnational | 7 |
| 6. Water Environment Federation | 9 |



1. Armenian Assembly of America

(Statut consultatif spécial depuis 1999)

L'Armenian Assembly of America est une organisation à but non lucratif à l'échelle de la nation créée en 1972 dont le siège est à Washington. L'organisation sensibilise l'opinion publique aux questions arméniennes, encourage les Arméniens américains à participer davantage au processus démocratique américain et facilite les programmes humanitaires et de développement en Arménie. L'organisation dispose de bureaux à Los Angeles, Boston, New York et en Arménie qui font aussi office pour les organisations non gouvernementales de centres de documentation et de formation.

Contribution aux travaux du Conseil et aux autres activités des Nations Unies

Entre 1999 et 2002, l'organisation a été représentée par un représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies. Depuis que l'organisation a obtenu le statut consultatif spécial en 1999, cet unique représentant assume les fonctions de membre des comités d'organisations non gouvernementales sur les droits de l'homme et sur la condition de la femme, et, depuis février 2001, il s'acquitte des fonctions de Secrétaire du Comité de l'éducation de la Conférence des organisations non gouvernementales (CONGO). L'organisation a non seulement pris part aux travaux de ces comités mais a aussi collaboré aux activités des Nations Unies énumérées ci-après.

- Octobre 2002 : « Les femmes dans les médias », conférence pour préparer la quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme
- Septembre 2002 : conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales sur le thème « Reconstruire les pays sortant d'un conflit : une responsabilité partagée »
- Mai 2002 : session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants
- Avril 2002 : Assemblée mondiale sur le vieillissement, Madrid
- Mars 2002 : quarante-sixième session de la Commission de la condition de la femme
- Janvier-février 2002 : vingt-sixième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Septembre 2001 : conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales sur le thème « Organisations non gouvernementales aujourd'hui : diversité de l'expérience des volontaires »
- Février 2001 : conférence sur le thème « Caring communities for the twenty-first century », organisée par l'International Council For Caring Communities
- Janvier-février 2001 : comité préparatoire pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale

- Août 2000 : conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales sur le thème « La solidarité mondiale : une voie vers la paix et la coopération internationale »
- Mai 2000 : Forum du Millénaire pour les organisations non gouvernementales tenu en préparation du Sommet du Millénaire de l'Assemblée générale

Coopération avec les programmes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et autres activités pertinentes

Le Directeur du bureau d'Erevan de l'organisation collabore périodiquement avec le coordonnateur résident des Nations Unies en Arménie. Lorsque ce dernier s'est rendu aux États-Unis en mai 2002, l'organisation lui a facilité la tenue de réunions avec les collectivités américano-arméniennes. Depuis 1997, le centre de documentation et de formation pour les organisations non gouvernementales de l'Assemblée sis à Erevan collabore avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de renforcer les organisations non gouvernementales locales qui aident les réfugiés, les chercheurs d'asile et ceux qui souhaiteraient obtenir la citoyenneté américaine. Des dons ont été versés à 16 organisations non gouvernementales qui travaillent dans le secteur des réfugiés/migrations.

L'Assemblée a collaboré avec la Commission de la condition de la femme et a invité une journaliste américano-arménienne, Florence Avakian, à prendre la parole à sa conférence d'octobre 2002 sur le thème « Les femmes et les médias ». L'Assemblée a financé la participation de deux jeunes filles arméniennes vivant à New York à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants. L'organisation a en outre financé la participation de Hripsime Kirakosian, membre de l'organisation non gouvernementale Mission Armenia, à l'Assemblée mondiale sur le vieillissement à Madrid.

En mars 2002, l'organisation a collaboré avec la Commission de la condition de la femme en aidant Armine Mikayelian, une experte arménienne, à prendre activement part aux travaux de sa quarante-sixième session. L'organisation a contribué aux préparatifs de la conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales en septembre 2001. L'organisation a coparrainé l'un des ateliers de la conférence qui a éventuellement dû être annulé en raison des attentats du 11 septembre. La contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies et les activités des Nations Unies en général ont fait l'objet de fréquentes couvertures dans nos communiqués de presse, dans notre magazine hebdomadaire Assembly This Week et dans d'autres publications.

2. Center for International Earth Science Information Network

(Statut consultatif spécial depuis 1995)

Les activités du Centre sont axées sur le traitement et la diffusion d'informations, plus particulièrement de données socioéconomiques sur l'impact de l'homme sur l'environnement et d'informations géospatiales. Le Centre est une organisation à caractère non associatif encore qu'il ait noué des alliances avec des

organisations. Le Conseil international pour la science a désigné le Centre World Data Center for Human Interactions in the Environment. Le financement du Centre provient de diverses sources dont des agences scientifiques américaines, des organismes multilatéraux et des gouvernement nationaux.

Au cours de la période 1999-2002, le Centre a pris part à un certain nombre d'activités liées aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires, à de grandes conférences et à d'autres travaux des Nations Unies.

Le Centre a organisé plusieurs manifestations parallèles à la Commission du développement durable au cours de ces quatre dernières années. Le 27 avril 2000, le Centre, de concert avec le Yale Center for Environmental Law and Policy, a présenté ses travaux sur l'indicateur pilote de viabilité écologique. Le 25 avril 2001, le Centre et le Yale Center ont organisé une manifestation parallèle sur le thème « The 2001 environment sustainability index: better data for better decisions ». Le 27 avril 2002, le Directeur adjoint pour les applications scientifiques a pris part à une réunion-débat sur la gouvernance environnementale organisée par l'Université des Nations Unies.

Le Centre participe activement aux travaux du Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique, et ce depuis sa première réunion. Le Directeur adjoint, un chercheur associé et un spécialiste de l'information géographique du Centre ont préparé la première réunion en mars 2000; un autre spécialiste de l'information géographique du Centre a pris part aux autres réunions en mars 2001 et en juin 2002, à savoir un conseiller technique auprès du Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique nationale chargé du second projet sur les frontières administratives. Le personnel du Centre a aussi contribué des données spatiales au titre de ce second projet. En outre, le personnel du Centre a fourni des données sur les normes et les pratiques au Groupe de travail sur l'interopérabilité et les métadonnées de ce même groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique nationale au cours de ces réunions plénières et à l'aide de moyens informels.

Le Directeur adjoint pour les applications scientifiques a participé au Sommet mondial sur le développement durable en août-septembre 2002. Il a pris part à une réunion-débat sur les techniques de durabilité au forum sur les technologies et les innovations scientifiques pour le développement durable parrainé par le Conseil international des unions scientifique (CIUS) et par d'autres, et a pris part à une réunion d'information organisée par l'Earth Institute de l'Université Columbia.

Le Centre a envoyé un représentant à la plupart des réunions de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

3. Life For Relief and Development

(Statut consultatif spécial depuis 1999)

Il s'agit d'une organisation de secours humanitaires à but non lucratif qui consacre son action à l'allègement des souffrances de l'homme quels que soient sa race, sa couleur, sa religion ou son contexte culturel. Depuis sa création en 1993,

l'organisation a offert ses services et son assistance à des millions de personnes dans le monde entier.

Les programmes de l'organisation visent à combler les lacunes tant sociales qu'économiques que connaissent de nombreux pays et qui sont souvent encore aggravées par une absence de développement socioéconomique et des ressources limitées au niveau des collectivités.

Le siège de l'organisation est sis à Southfield (Michigan). Actuellement l'organisation dispose aussi de bureaux au Pakistan, en Afghanistan, en Iraq, en République arabe syrienne et en Sierra Leone. Notre présence dans ces pays permet de renforcer les collectivités dont nous appuyons le développement d'ensemble par le biais de stratégies locales et en facilitant la répartition de l'aide humanitaire en coopération avec des organismes des Nations Unies et d'autres organismes humanitaires.

L'organisation a pris part au Forum du Millénaire pour les organisations non gouvernementales à New York en mai 2000. Elle a pris part aux sessions du comité de rédaction et a contribué à la présentation de déclarations, l'une concernant l'Iraq et l'autre la Sierra Leone, qui figurent dans le document du Forum du Millénaire.

L'organisation a pris part à l'examen quinquennal du Sommet mondial pour le développement social à Genève en juin 2000 ainsi qu'à la réunion du Groupe de travail pour finaliser ce projet de document.

En août 2000, l'organisation a participé à la Conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales sur le thème « La solidarité mondiale : une voie vers la paix et la coopération internationale ». Elle a participé aux réunions du Groupe de travail visant à combler l'écart entre les organisations non gouvernementales et les gouvernements. Les organisations non gouvernementales se sont réunies pour examiner les moyens d'encourager les gouvernements à veiller à ce que les politiques relatives aux questions examinées au cours du Sommet du Millénaire soient mises en œuvre.

L'organisation a pris part au Sommet mondial sur le développement durable en août-septembre 2002. Elle a participé aux sessions plénières et appuyé les représentants des organisations non gouvernementales de différents groupes clefs – femmes, exploitants agricoles, populations autochtones, collectivités montagnardes, secteurs du commerce et de l'industrie et jeunes – qui ont pris la parole en plénière sur les questions relatives à l'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'énergie, l'agriculture, la diversité biologique, les écosystèmes et les soins de santé.

L'organisation, de concert avec d'autres organisations non gouvernementales, exerce des pressions auprès des gouvernements pour qu'ils s'attaquent aux problèmes qui menacent aujourd'hui et demain l'humanité et la planète terre.

L'organisation a pris part à la réunion de coordination ONU/organisations non gouvernementales ainsi qu'aux réunions du secteur des organisations non gouvernementales accueillies par le Haut Commissaire des Nations Unies aux réfugiés, l'Organisation mondiale de la santé, l'UNICEF et le PNUD dans ce domaine. L'organisation a reçu un financement de la part de l'Organisation des Nations Unies pour un certain nombre de projets de relèvement en Iraq au cours de cette période quadriennale.

4. Association panaméricaine-panafricaine

(Statut consultatif accordé en 1995)

Depuis sa fondation en 1968, l'Association panaméricaine-panafricaine a mené une longue série d'activités s'inspirant des principes et de la mission des Nations Unies. Parmi les principes qui la régissent (et qui sont conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement) figurent surtout celui de l'« avantage mutuel » entre pays développés et pays en développement dans les relations commerciales internationales, les échanges culturels et artistiques intranationaux et internationaux, les échanges d'étudiants et les échanges éducatifs. Cette notion d'avantage mutuel est appliquée grâce au partage de l'expérience et des connaissances passées et présentes avec les entités de la société civile qui progressent dans des domaines tels que les échanges culturels, éducatifs et économiques, la défense des droits religieux et des droits de l'homme, sans que l'Association, pour autant, impose ses propres objectifs à d'autres groupes de nations à vocation culturelle, religieuse ou économique.

1999

Les contributions de l'Association ont été décisives dans l'obtention du statut de résident permanent au profit d'ex-patriotes libériens, en collaboration avec l'Union of Liberian Associations in the Americas, et avec les ambassadeurs du Libéria auprès de l'Organisation des Nations Unies et des États-Unis d'Amérique. L'Association a obtenu en outre en 1999 la libération d'une femme de nationalité syrienne qui avait pendant 40 ans été tenue en servitude et avait été violée par un membre de sa famille puis séquestrée.

2000-2002

Pour internationaliser la notion d'« avantage mutuel » en ce qui concerne les échanges internationaux, commerciaux, culturels et éducatifs, l'Association a créé une antenne au Japon en janvier 2001. L'antenne japonaise de l'Association panaméricaine-panafricaine est résolue à développer des relations mutuellement profitables entre les pays développés (en particulier le Japon) et les pays en développement, notamment ceux d'Afrique et d'Amérique latine. L'Association Pa/Pa Japon, qui représente l'Association panaméricaine-panafricaine comme organisation non gouvernementale, encourage activement la réalisation des objectifs de développement et de compréhension mutuelle entre les peuples de différentes nations, cultures et religions, objectifs qui sont ceux de l'action des Nations Unies.

L'Association panaméricaine-panafricaine a assisté à la dixième session de la Conférence sur le commerce et le développement, tenue en février 2000 à Bangkok. En avril 2000, M. Jagjit Singh Hans, champion de boxe de renom international (également connu sous le nom de Tiger Jeet Singh) a été nommé représentant de l'Association auprès du Conseil économique et social. En mai 2000, un projet a été formulé et élaboré en association avec Pa/Pa Indonésie qui est chargée en Indonésie de promouvoir la mise en valeur de ressources naturelles et les petites et moyennes entreprises agro-industrielles au moment où ce pays s'intègre à l'économie mondiale. En décembre 2000, après les inondations qui ont dévasté l'Indonésie, les membres de Pa/Pa Japon ont fait une contribution de 10 000 dollars aux secours apportés à ce pays et ont également engagé le Gouvernement japonais à dépêcher

des secours afin d'alléger les souffrances d'environ 75 000 habitants de l'ouest de Sumatra, qui avaient été affectés par les inondations. En juin 2000, l'Association panaméricaine-panafricaine a collaboré avec le Groupe ZENIT (Zero Emission No Impact Technology) afin de mettre au point des techniques d'amélioration des pratiques culturelles et de promouvoir des activités écologiquement rationnelles.

En 2000-2002, l'Association panaméricaine-panafricaine était aux côtés de représentants de la nation amérindienne Onondaga, pour la Journée internationale des peuples autochtones, au Siège de l'ONU, cette nation amérindienne faisant campagne pour obtenir la condamnation de l'attaque policière brutale menée contre elle en 1998, durant une cérémonie religieuse. Conformément au mandat de la Décennie internationale des peuples autochtones, pour essayer de promouvoir un journalisme autochtone, l'Association panaméricaine-panafricaine a aidé les membres de la nation Onondaga à publier un journal intitulé *The Onondaga Progressive* diffusé lors de la Journée internationale en 2002.

En janvier 2002, l'Association panaméricaine-panafricaine s'est jointe à de nombreuses ONG pour condamner l'intention des autorités du Nigéria d'infliger la peine de mort à une jeune femme célibataire qui avait donné naissance à un enfant.

En juin 2002, l'Association panaméricaine-panafricaine a assisté au Sommet mondial de l'alimentation, à Rome. En septembre 2002, l'Association a accordé une bourse d'études à un collégien africain-américain pour qu'il puisse s'inscrire dans une des meilleures écoles privées aux États-Unis, où il a obtenu d'excellents résultats en dépit d'un passé difficile.

Habilitée à distribuer les dons de la Bedford International Financial Corporation, l'Association panaméricaine-panafricaine continue à transmettre des contributions destinées notamment aux secours contre la famine en Afrique et à la lutte et l'action préventive contre le Sida, au African-American History Museum, au Morris Brown College, d'Atlanta (Géorgie) et à un refuge pour sans-abri à Washington.

5. Parti radical transnational

(Statut consultatif spécial obtenu en 1995)

Le Parti radical transnational (PRT) est une organisation politique internationale gandhienne à caractère non violent, fondée en Italie en 1955. Depuis son admission au Conseil, en 1995, le PRT a participé à plusieurs réunions de l'ONU et axé sa coopération avec l'ONU sur la promotion et le renforcement des droits politiques, ainsi que sur l'appui aux questions suivantes : les actions bilatérales et multilatérales visant à promouvoir la démocratie dans le monde; les activités des tribunaux spéciaux des Nations Unies et la mise en place d'une Cour pénale internationale; l'adoption par l'Assemblée générale d'un moratoire universel sur la peine capitale; la réforme des conventions de l'ONU relatives aux stupéfiants et aux substances psychotropes; le recours aux technologies de l'Internet dans le monde entier, pour promouvoir les libertés publiques et la démocratie; la liberté de la recherche scientifique et la reconversion au secteur civil des dépenses militaires.

Participation aux conférences de l'ONU et aux travaux de ses divers organes

Le PRT a envoyé des délégations aux cinquante-cinquième à cinquante-huitième sessions de la Commission des droits de l'homme, où il a fait des déclarations sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et sur les droits des femmes, des enfants et des populations autochtones. Il a également organisé, en collaboration avec d'autres organisations non gouvernementales affiliées à l'ONU, des séances d'information à l'intention des délégations et des réunions avec la presse. Il a également participé aux cinquante et unième à cinquante-quatrième sessions de la Sous-Commission des droits de l'homme au cours desquelles il a fait des déclarations sur la discrimination raciale, les droits économiques, sociaux et culturels, les droits des peuples autochtones et l'administration de la justice. Il a également organisé des séances d'information à l'intention des délégations et des réunions avec la presse. Aux quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions de la Commission des stupéfiants, il a fait des déclarations sur la réduction de l'offre. De 2000 à 2002, le PRT a aussi participé aux réunions du Comité chargé des organisations non gouvernementales ainsi qu'aux cinquante-troisième à cinquante-cinquième conférences annuelles ONG/Département de l'information.

Après l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, en 1998, le PRT a participé, entre 2000 et 2002, à de nombreuses sessions de la Commission préparatoire.

Par ailleurs, le PRT a participé aux rencontres suivantes : séminaire d'experts sur l'interdépendance de la démocratie et des droits de l'homme, organisé par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; présentation d'un mémoire; Commission des droits de l'homme (juillet 2002); présentation d'un document sur l'application par le Viet Nam du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et séance d'information avec des experts de la Commission; Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (août 2001); Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; tenue de séances d'information avec des experts de la Commission à Genève; vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (juin 2000); réunions du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au suivi du Sommet mondial pour les enfants (2001); débat de haut niveau de la session de fond de 2000 du Conseil économique et social.

Relations avec les autres organisations non gouvernementales

Depuis plusieurs années, le PRT participe aux activités de divers comités ou coalitions d'ONG. En mai 2002, il a participé à la création d'un groupe de coordination d'organisations non gouvernementales, qui doit promouvoir des activités liées à la réforme du système des Nations Unies. Depuis quatre ans, le PRT est membre de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies.

Autres instances internationales

Une délégation du PRT a participé à la Conférence de la Communauté des démocraties et à la réunion de son forum non gouvernemental qui se sont tenus à

Séoul en novembre 2002, ainsi qu'à la Conférence régionale de la communauté, qui s'est tenue en novembre 2002 à Bucarest.

Le PRT dispose d'un site Web où sont affichés des communiqués de presse, informations relatives à des actions urgentes et un certain nombre de déclarations de principe concernant l'ONU. Par ailleurs, il publie gratuitement, sous le titre « Action radicale transnationale », un bulletin électronique en anglais, espagnol, espéranto, français et italien, où figurent des informations actualisées sur sa coopération avec l'ONU.

Outre la participation du PRT à des réunions spéciales concernant le rôle et l'évolution du système des Nations Unies, plusieurs membres du PRT ont publié des déclarations et des commentaires dans de grands journaux sur l'Organisation des Nations Unies.

6. Water Environment Federation

(Statut consultatif spécial obtenu en 1995)

Depuis la présentation de son dernier rapport quadriennal, la planification stratégique de l'organisation a confirmé que sa mission portait essentiellement sur les activités suivantes :

- Former ses membres afin qu'ils puissent mieux servir les intérêts de la collectivité;
- Promouvoir des pratiques et une réglementation environnementales scientifiquement valides;
- Sensibiliser le public et les décideurs;
- Promouvoir la santé publique par le biais de la préservation et de l'aménagement du milieu aquatique mondial.

Au cours de la période considérée, la Water Environment Federation (WEF) a renforcé sa programmation dans le domaine de l'éducation publique, notamment à l'intention des jeunes. Elle a été étroitement associée à l'attribution de l'International Stockholm Junior Water Prize – un prix international prestigieux destiné à récompenser la recherche en sciences de l'eau au niveau de l'enseignement secondaire. Ce prix a pour objectif d'intéresser davantage les jeunes du monde entier aux questions relatives à l'eau aux échelons local et mondial. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la WEF a utilisé ce prix pour sensibiliser le public aux questions de santé et d'environnement liées à l'eau. La WEF s'est également adressée aux enseignants et à d'autres jeunes et a renforcé ses programmes de base, qui ont pour objet de former les spécialistes de l'environnement, de proposer des références techniques valides et de promouvoir la protection de la qualité de l'eau afin d'améliorer la santé publique dans le monde.

Participation aux conférences et aux réunions

De 1999 à 2002, le personnel de la WEF et son représentant officiel à l'ONU ont participé à un certain nombre de séances d'information, de séminaires et de réunions, dont des séances d'informations de la Commission de la population, de la Commission des droits de l'homme, de la Commission du développement durable, de la Commission de la condition de la femme et de la Commission des

établissements humains; des débats sur l'assistance technique; et le lancement de l'Année internationale de l'eau douce.

Coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies

En 2002, le personnel de la WEF a tenu plusieurs réunions et conférences téléphoniques avec le personnel du Bureau régional du PNUE pour l'Amérique du Nord, afin de déterminer dans quelle mesure elle pourrait appuyer le PNUE en mettant à sa disposition des ressources techniques, en l'aidant à établir des contacts et en sensibilisant l'opinion aux programmes et initiatives du PNUE relatifs à l'eau. Le personnel des deux organisations s'est également consacré à l'organisation d'un colloque commun WEF-PNUE pour la promotion de l'Année internationale de l'eau douce, qui s'est tenu le 22 mars 2003. Le personnel du PNUE et de la WEF a continué de s'intéresser aux perspectives de collaboration qui pourraient se traduire par la participation du PNUE aux conférences de la WEF et par l'élaboration de programmes communs visant à mettre au point des matériaux et à organiser des campagnes de sensibilisation à la décennie internationale d'action « L'eau, source de vie ». Ces réunions ont conduit la WEF à participer aux préparatifs du Forum mondial de la société civile, qui doit précéder la réunion de trois jours du Forum ministériel mondial pour l'environnement, prévu en mars 2004 à Jeju (République de Corée).

Activités et initiatives menées en appui aux objectifs généraux de l'ONU

En 1999, la WEF a joué un rôle d'avant-garde consistant à promouvoir une production moins polluante. En avril 1999, le Directeur exécutif de la WEF a signé, au nom de la Fédération, la Déclaration internationale du PNUD sur une production moins polluante. La WEF fournit un appui régulier à l'action que mène l'ONU pour promouvoir l'accès universel à des services d'assainissement adéquats et à des quantités suffisantes d'eau potable. Lors du Sommet mondial sur le développement durable, le Secrétaire général, Kofi Annan, et d'autres personnalités ont déclaré que l'eau et l'assainissement constituaient des domaines essentiels dans lesquels il importait de réaliser des progrès. Par le biais de ses publications, de ses conférences et des déclarations de ses responsables, la WEF a marqué son adhésion à cet objectif et œuvré à la sensibilisation du public. Par ailleurs, elle a diffusé les résultats du *Rapport de 2002 de l'ONU sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde* et sensibilisé l'opinion à l'importance de services d'assainissement adéquats pour la santé publique. La WEF assure chaque année la promotion de la Journée mondiale de l'eau. À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, en 2001, elle a coparrainé un forum au Siège de l'ONU.

En 1999, la WEF a joué un rôle de premier plan dans le processus de Vision mondiale de l'eau qui a précédé le deuxième Forum mondial sur l'eau, et ce, en menant les actions suivantes : participation à une réunion au cours de laquelle des représentants d'associations commerciales et environnementales et des organismes gouvernementaux ont élaboré une déclaration relative à une vision de l'eau pour les États-Unis; participation à des réunions au cours desquelles la vision globale pour les Amériques a été élaborée; participation active au Forum lui-même; coopération avec le programme mondial d'éducation et d'observation pour la défense de l'environnement (programme GLOBE) – un programme de surveillance de la qualité de l'eau par des jeunes – en vue de présenter les conclusions de ces jeunes lors d'un important séminaire.